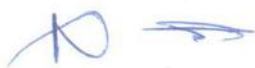


COMITÉ D'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE YAYA DILLO (CEAYD) RAPPORT FINAL

Résumé

À travers ce rapport, le Comité d'enquête sur l'assassinat de Yaya Dillo (CEAYD), présentent les résultats définitifs de l'enquête sur l'assassinat et les derniers moments de vie de Yaya Dillo. Plus largement, ce rapport détaille de façon précise le module opératoire piloté par des très hautes personnalités civiles et militaires de l'Etat pour non seulement obtenir la tête de Dillo, mais instaurer un climat de terreur en cafouillant les traces laissées par ce crime d'état.

N'Djamena - Tchad





AVANT-PROPOS

La campagne de terreur si bien orchestrée pendant ces trois dernières ne laisse présager peu de doute sur le basculement vers un régime autocratique, malgré une apparente ouverture démocratique prônée par les tenants du pouvoir. Au temps de Deby père trois ans plutôt, si Yaya Dillo avait déjà échappé à plusieurs attentats dont celui du 28 février 2021 qui avait coûté la vie à sa mère, il se trouve que tout a été millimétré de près pour n'est laissé aucun échappatoire à son assassinat, trois ans plus tard jour pour jour au temps de Deby fils.

Le 1^{er} mars, deux jours après la mort de YAYA DILLO, le siège du PSF situé dans le 2^e arrondissement de N'Djamena, a été démoli par des pelleteuses en dehors de tout cadre judiciaire. Loin de son objectif principal d'effacer les preuves des crimes commises par les éléments de la garde présidentielle, l'assassinat de Yaya Dillo, la démolition du siège du PSF, suivi de la déportation à Korotoro¹ des personnes arrêtées, a prouvé à l'opinion nationale et internationale qu'il s'agit une tentative de formater les preuves susceptibles de classer en « crime de guerre » les événements du 28 février 2024.

Ces faits montrent aussi clairement qu'il s'agit plutôt d'un crime odieux et inadmissible, contrairement aux spéculations du porte-parole du gouvernement Abderaman Koullamalah, qui déclarait au lendemain de ces événements que « dans les échanges de tirs avec les forces de l'ordre, monsieur Yaya Dillo a été blessé et a succombé à ses blessures ».

Le Comité d'enquête sur l'assassinat de Yaya Dillo (CEAYD) estime avoir suffisamment collecté des témoignages et nombre des preuves pour élucider le déroulement précis des événements du 27 au 28 février 2024 et par conséquent, situer les responsabilités des personnalités militaires et civiles impliquées dans l'assassinat de Yaya Dillo Djerou.

¹ Korotoro est un centre pénitencier situé en plein désert, à plus de 600 Km au nord-est de N'Djamena et connu pour ses pénibles conditions carcérales, ne respectant aucunes normes internationales en la matière.



SOMMAIRE

Avant-propos	1
Sommaire	2
Introduction	3
I. Méthodologie	3
I.1 Collecte des données	3
I.2 Déroulement de l'enquête	3
I.3 L'analyse des données	4
II. De la planification	5
II.1 Avant son décès	5
II.2 Du déroulement des événements	7
II.2.1 Des événements du 27 février 2024	7
II.2.2 Des événements du 28 février 2024	8
III. Des présumés auteurs du crime	10
III.1 Les principaux commanditaires	10
III.2 Les auteurs militaires	11
III.3 Les auteurs non militaires	12
IV. Après son décès	13
V. Des blessés et personnes déportées à korotoro	14
V.1 Qui sont ces 25 prisonniers ?	14
V.2 Liste complète des détenus	15
V.3 Liste complète des blessés	16
VI. Condition de détention des détenus	17
VI.1 Des prisonniers privés des soins et de tout contact avec leurs familles.	17
VI.1.1 Des cas critiques signalés parmi les détenus	17
VI.1.2 Le cas Abakar TORABI	18
VI.1.3 Atteinte à la dignité humaine des détenus	18
VI.2 Persécution des familles des détenues par le régime.	19
VII. Dispositions particulières	19
VIII. Recommandations	20
Conclusion	20
Annexes	i
1. Photographies (Droits libres et réservés)	i
2. Clés UBS contenant des fichiers multimédias	xxx
3. Fiche d'émargement joint au présent rapport	xxx



INTRODUCTION

Le 28 février 2024, l'opinion tchadienne a appris la mort soudaine de l'opposant tchadien et Président du Parti Socialiste sans Frontière (PSF) Yaya Dillo Djerou Betchi, lors d'un raid des forces d'élites du régime contre le siège de son parti, situé en plein cœur de la capitale tchadienne. En plus de la mort du Président Yaya Dillo Djerou tué au siège de son parti, deux de proches parents du Secrétaire adjoint aux finances du PSF ont aussi trouvé la mort devant le siège de l'ANSE², il s'agit d'Abdraman Issacka et Chérif Kingui Abnounou, deux jeunes succombés au siège de l'ANSE.

A cela, s'ajoute le cas des 15 blessés, dont certains grièvement, en soin dans les structures sanitaires locales et à l'étrangers et 26 prisonniers déportés en dehors de tout cadre légal à la prison de haute sécurité de korotoro, situé dans le désert à près de 600 Km de la capitale Ndjamena.

I. METHODOLOGIE

Pour mener ses investigations, le **CEAYD** s'est basé sur une méthodologie mixte combinant plusieurs approches méthodologiques au vue de la complexité liée à la collecte des données d'enquête d'une part, et de la sensibilité de l'enquête, résultante de l'implication des hautes personnalités de l'Etat aux événements du 27 au 28 février 2024.

I.1 COLLECTE DES DONNEES

La collecte des données par le CEAYD a été mise en exergue à travers un recueil des témoins, une recherche documentaire numérique (images, audio, vidéo surveillance) et une enquête de terrain pour vérifier les faits établis.

I.2 DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Lors de cette enquête, plusieurs personnes impliquées dans les événements du 27 au 28 février 2024 ont été approché par le CEAYD. Certains présumés auteurs des événements ont volontairement effectué leurs dépositions au CEAYD, d'autres se sont montrés collaboratifs en rappelant les tâches qu'ils ont eu a effectué, tandis que quelques-uns ont simplement décliné l'invitation du CEAYD.

² L'Agence nationale de la Sécurité d'Etat (ANSE) est la principale agence étatique en charge des renseignements.



De ce qui précède :

- Le CEAYD a échangé avec plusieurs militaires (de simple soldats aux officiers généraux) de divers corps (**DGSSIE**³, **FIR**⁴ / **DAR**⁵, **ANSE**, **DGPN**⁶, **GMIP**⁷, **DGSAT/PSI**⁸ ...) qui ont assistés pour certains aux événements et conduit les opérations pour d'autres.
- Le Comité a reçu plusieurs témoignages de proches de YAYA Dillo, envers qui, le défunt s'est rapproché quelques jours avant son décès, à la suite de menace de mort proféré à son encontre par quatre (4) hautes personnalités de l'Etat.
- Le Comité a aussi réceptionné plusieurs dépositions des responsables militaires accusés par les familles de victimes d'être co-auteurs impliqués dans ces événements.
- Le Comité a pu s'entretenir indirectement avec quelques-uns des prisonniers détenus à Korotoro, particulièrement ceux qui étaient les derniers à être présents aux côtés de Yaya Dillo juste avant son assassinat.

1.3 L'ANALYSE DES DONNEES

L'analyse des données d'enquête a consisté dans un premier temps, en une synthèse des différentes dépositions de témoignage recueillis par le CEAYD. De simple témoins oculaires, aux témoignages des prisonniers détenus à Korotoro, de ceux des rescapés des événements, à ceux des militaires présents sur les lieux (siège de l'ANSE et siège du PSF), le CEAYD a regroupé tout une panoplie des preuves suffisamment convaincantes pour situer les responsabilités des auteurs de l'assassinat de Yaya Dillo Djerou.

Secondo, le recueillement des données numériques par le CEAYD s'est basé sur le Protocole de Berkeley qui fournit des directives sur les normes internationales nécessaires aux enquêteurs pour mener des recherches numériques sur des violations présumées des droits humains. Ce protocole a également servi d'orientation relative aux procédures de conservation des données recueillies pendant l'enquête.

³ **DGSSIE** : Direction générale des services de sécurité des institutions de l'Etat, est une grande formation militaire en charge de la protection des hautes personnalités et joue le rôle de la garde présidentielle.

⁴ **FIR** : Forces d'intervention rapide, est l'une grande formation militaire nouvellement créée par les autorités de la Transition pour assurer la protection du régime et de ses dignitaires, à l'instar des Forces de soutien rapide soudanaise.

⁵ **DAR** : Direction des actions réservées, est un bataillon autonome des Forces spéciales anciennement rattachés à la DGSSIE, avant être placé sous la responsabilité du Commandant de la FIR.

⁶ **DGPN** : Direction générale de la Police nationale.

⁷ **GMIP** : Groupement mobile d'intervention de la police.

⁸ **DGSAT/PSI** : Division des groupements spéciales antiterroriste / PAN SAHEL INITIATIVE, est un groupement des forces d'élite formé par des américains pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière dans la zone sahélienne

II. DE LA PLANIFICATION

La planification de l'élimination de Yaya Dillo avant la présidentielle du 06 mai 2024 a constitué une procédure laborieuse et minutieusement préparée des mois durant. Ce projet macabre a commencé quand la junte au pouvoir s'est rendu compte que les multiples procédures judiciaires à l'encontre de Yaya Dillo et du parti PSF ne sont pas de nature à barrer la route de sa candidature à la présidentielle.

II.1 AVANT SON DECES

Quelques semaines avant son décès, par l'intermédiaire d'un émissaire, Yaya Dillo accompagné d'un de ses proches a reçu une invitation à un échange privé avec le Président de Transition et trois de ses proches collaborateurs. Yaya a pendant longtemps refuser de rencontrer les autorités de la transition en l'absence des mesures concrètes de décrispation de l'espace politique et d'ouverture démocratique du pays. Face à l'insistance des émissaires et du président de la Transition, il accepta de le rencontrer de manière informelle. Ainsi, lors de cette rencontre hors caméra, les échanges n'ont pas porté sur la marche de la nation comme il le souhaite, mais il trouve le Président assisté de trois de ses collaborateurs.

Parmi les présents, le directeur de l'ANSE Ismail LONY demande d'entrée du jeu, d'un ton ferme à Yaya Dillo de déclinier ses attentes pour rejoindre le gouvernement et les différentes institutions au profit de ses partisans, et réitère sans tergiverser que tous les postes sont ouverts hors Présidence de la république qui constitue une ligne rouge. Yaya Dillo affirma que si l'objectif de son invitation est de négocier des faveurs, il ne pourra pas continuer les échanges et serait obliger de demander la route. LONY rétorque sous le regard bienveillant du président de Transition en personne et du commandant de la FIR aussi présent, qu'ils sont disposés à partir d'aujourd'hui d'assumer la confiscation du pouvoir par tous les moyens, et l'intolérance des voix discordantes à l'intérieur du pays. Dillo demande à Mahamat KAKA s'il s'est associé à une telle entreprise mafieuse, chose que répond affirmativement le président de Transition.

Alors, Yaya pris acte de ces menaces, se leva et déclara avant de quitter la séance, n'est pas pouvoir continuer les échanges face à des menaces clairement assumer au plus haut sommet de l'État. Cette scène a été racontée par Yaya Dillo à certains de ses proches quelques jours avant son assassinat. Depuis ce jour, Yaya a limité drastiquement ses déplacements en ville et pris des mesures pour renforcer sa sécurité tout en demandant à ses proches militants de contrôler leurs mouvements. Aussi, la tentative de la mise en scène du saccage au niveau du bureau de SAMIR ADAM, Président de la cour suprême est une suite logique de ce plan d'élimination conçu au plus haut sommet de l'État.

Autre fait remarquable, Idriss Youssouf Boy décida de mettre fin à un litige foncier qui l'oppose à Yaya Dillo soit deux jours avant l'exécution de leur plan d'élimination. Pourtant, un accord de règlement de ce litige foncier connu de l'opinion pour ses multiples rebondissements a été entériné quelques mois plutôt grâce à la médiation des notables et leaders communautaires.

Ce règlement pacifique prévoit le versement par Idriss Youssouf de 100 millions de FCFA à Yaya Dillo représentant la valeur du terrain litigieux considéré comme appartenant à Yaya, sommes ramenée toutefois à 70 millions par la médiation.

Toutes les parties prenantes ont signées le procès-verbal de règlement avant qu'Idriss Youssouf revienne à sa décision de manière unilatérale quelques jours après. Il ne se disposera à régler ses engagements qu'à la veille de l'assassinat de Yaya Dillo.

Le CEAYD est convaincu que ce cycle de blocage et de décantation de ce litige entretenu par Idriss Youssouf n'est pas fortuit. Il faut mentionner que Yaya Dillo a échappé à un piège mortel tendu par les proches d'Idriss Youssouf lors d'une de ses visites à son terrain de Farcha Karkandjeri.

Face à la gravité des faits résultants de cette tentative d'expropriation foncière, le CEAYD ne déduit que ce litige foncier savamment orchestré au sommet de l'État, fait sans doute parti du plan d'élimination au même titre que le saccage des bureaux à la Cour suprême. Soulignons également de passage que la junte a justifiée l'arrestation de ABAKAR TORABI comme étant l'auteur de ce saccage du bureau de SAMIR ADAM, événement prémices et fondamental à l'assassinat de Yaya Dillo, conformément au plan établi par le « Quatuor⁹ ».

⁹ « Quatuor », expression utilisée dans le cadre de ce rapport pour désigner un groupe de quatre personnes, nommément considérés comme étant les commanditaires de l'exécution de Yaya Dillo Djerou

II.2 DU DEROULEMENT DES EVENEMENTS

Le défunt Yaya Dillo a passé toute les journées de la dernière semaine du mois de février au siège de son parti. Son agenda fut marqué par des rencontres avec son bureau exécutif, les organes de masses du parti, plusieurs organisations politiques et leaders de la société civile. Il en était également ainsi au courant de la journée du jusqu'à tard dans la soirée du 27 février 2024. Entre temps, le comité d'organisation du congrès extraordinaire du PSF, initialement prévu le 20 et 21 février 2024 travaillait d'arrache pieds pour son organisation dans la première semaine du mois de mars après un report brusque. Il a fallu que le défunt travaille tard dans la nuit (au-delà de 20h) pour qu'il transmette au comité, ses dernières orientations et remarques dans l'organisation de ce congrès au vue du temps et du retard accumulé.

II.2.1 Des événements du 27 février 2024

Ainsi, vers 21h, le Président a reçu un appel et a été informé que le Secrétaire aux finances adjoint du PSF, Abakar Torabi a été grièvement blessé ou assassiné par des hommes en tenues militaires aux bords de deux pick-up blindés, au quartier Sabangali et son corps emporté vers une destination inconnue. Au même moment, les voies menant vers le domicile du Président dans le 5^{ème} arrondissement ont été bouclée par des hommes armés.

Sur le champ, les proches parents d'Abakar Torabi alertés par cette situation inquiétante se sont rendus dans plusieurs commissariats de police et hôpitaux de la capitale sans avoir des nouvelles de leur proche. Il a fallu attendre vers minuit avant qu'ils soient informés qu'Abakar se trouve en vie à l'hôpital de la renaissance mais grièvement blessé de plusieurs balles. Précipitamment, ses proches se sont rendus à ce l'hôpital pour s'enquérir de son état. Alertés par des mouvements suspects aux alentours de cet hôpital, les éléments de l'ANSE responsable de ce rapt ont évacué manu militari le blessé vers le siège de l'ANSE.

Dans la confusion, ces éléments laissent derrière eux un de leur véhicule accidenté (Toyota Hilux) contenant des dossiers internes de l'ANSE, deux portables et une carte professionnelle, permettant ainsi d'identifier clairement les responsables de cette mission. Après avoir exfiltré le blessé, les hommes de l'ANS sont pris en tenaille et poursuivis par les proches du blessé jusqu'au siège de l'ANSE.

Il convient de souligner qu'ils sont tous des civils non armés en majorité des jeunes qui veulent récupérer le corps de leur proche, en vie ou décédé. Aucuns d'eux n'est armés et aucuns militaires n'a été blessé ni au siège l'ANSE, ni au siège du PSF.

II.2 DU DEROULEMENT DES EVENEMENTS

Le défunt Yaya Dillo a passé toute les journées de la dernière semaine du mois de février au siège de son parti. Son agenda fut marqué par des rencontres avec son bureau exécutif, les organes de masses du parti, plusieurs organisations politiques et leaders de la société civile. Il en eatait egaelment ainsi au courant de la journée du jusqu'à tard dans la soirée du 27 février 2024. Entre temps, le comité d'organisation du congrès extraordinaire du PSF, initialement prévu le 20 et 21 février 2024 travaillait d'arrache pieds pour son organisation dans la première semaine du mois de mars après un report brusque. Il a fallu que le défunt travaille tard dans la nuit (au-delà de 20h) pour qu'il transmette au comité, ses dernières orientations et remarques dans l'organisation de ce congrès au vue du temps et du retard accumulé.

II.2.1 Des événements du 27 février 2024

Ainsi, vers 21h, le Président a reçu un appel et a été informé que le Secrétaire aux finances adjoint du PSF, Abakar Torabi a été grièvement blessé ou assassiné par des hommes en tenues militaires aux bords de deux pick-up blindés, au quartier Sabangali et son corps emporté vers une destination inconnue. Au même moment, les voies menant vers le domicile du Président dans le 5^{ème} arrondissement ont été bouclée par des hommes armés.

Sur le champ, les proches parents d'Abakar Torabi alertés par cette situation inquiétante se sont rendus dans plusieurs commissariats de police et hôpitaux de la capitale sans avoir des nouvelles de leur proche. Il a fallu attendre vers minuit avant qu'ils soient informés qu'Abakar se trouve en vie à l'hôpital de la renaissance mais grièvement blessé de plusieurs balles. Précipitamment, ses proches se sont rendus à ce l'hôpital pour s'enquérir de son état. Alertés par des mouvements suspects aux alentours de cet hôpital, les éléments de l'ANSE responsable de ce rapt ont évacué manu militari le blessé vers le siège de l'ANSE.

Dans la confusion, ces éléments laissent dernières eux un de leur véhicule accidenté (Toyota Hilux) contenant des dossiers internes de l'ANSE, deux portables et une carte professionnelle, permettant ainsi d'identifier clairement les responsables de cette mission. Après avoir exfiltré le blessé, les hommes de l'ANS sont pris en tenaille et poursuivis par les proches du blessé jusqu'au siège de l'ANSE.

Il convient de souligner qu'ils sont tous des civils non armés en majorité des jeunes qui veulent récupérer le corps de leur proche, en vie ou décédé. Aucuns d'eux n'est armés et aucuns militaires n'a été blessé ni au siège l'ANSE, ni au siège du PSF.

Une fois devant le siège de l'ANSE, le corps fût transféré à l'intérieure et remis à un bataillon de la Force d'intervention rapide (FIR) qui a déjà pris position du bâtiment et ses alentours. Il est minuit passé et face à la détermination des jeunes sur place qui ne veulent absolument pas bouger sans une nouvelle de le leur proche, le Directeur de l'ANSE Ismail Souleymane Lony ordonna à ses éléments de n'est pas recourir à la force et garder leur position en attendant ses instructions pour une éventuelle conduite à tenir.

Pour calmer les jeunes pendant cette phase, il leur demande de patienter et de désigner deux parmi eux pour récupérer le corps et il laisse entendre que le blessé se porte bien malgré une fracture au pied. Il s'est avéré par la suite que cette technique n'est juste qu'un prétexte pour l'ANSE afin de vérifier la présence ou non de Yaya Dillo parmi les jeunes.

Dès qu'ils (Quatuor) se sont rendu compte que Yaya Dillo n'était pas présent sur le lieu, les éléments armés ont reçu l'ordre de procéder à des tirs sans précision sur les jeunes et d'arrêter ceux d'entre eux qui sortiront indemnes. Ce qui fut exécuté à la lettre par les éléments armés avec un bilan lourd : Deux morts, 15 blessés dont 6 cas graves et plus quinzaine d'arrestations. Sans attendre, les blessés sont évacués à l'hôpital vers 3 heures du matin par ces mêmes éléments armés au bord de trois ambulances, et les personnes détenues internés au siège de l'ANSE.

Pendant ces temps, une autre équipe armée encercle le siège du PSF. Yaya Dillo fut séquestré au siège de son parti, sans internet, ne pouvant logiquement pas rendre visite aux blessés acheminés à l'hôpital, il prend la peine de transmettre deux enregistrements sonores à son responsable de communication pour diffusion afin d'alerter l'opinion sur les incidents qui ont eu lieu la nuit.

II.2.2 Des événements du 28 février 2024

Au petit matin du 28 février 2024, la junte renforce le dispositif armé autour du siège du PSF. Les hommes armés ordonnent alors aux partisans ou militants du PSF autres que ceux proches de Yaya Dillo d'évacuer immédiatement les lieux. Vers midi, la junte déploie des bulldozers et des blindés équipés des canons à gaz lacrymogènes en plus des armes lourdes déjà en faction devant la porte du siège du PSF en attendant l'ouverture du feu. Il ne restait à l'intérieur du bâtiment Yaya Dillo et neufs de ses proches parents, vu que les autres militants ont été autorisés à quitter les lieux.



À 13h passé, les premiers coups d'armes lourdes retentissent dans la ville. Les éléments du FIR vont pilonner le siège du PSF pendant deux heures du temps avant t'interrompre les tirs, le temps que les bulldozers percent les entrailles du bâtiment au vue de sa solidité (construit en béton). Un à un, à part trois blessés évacuer vers les structures sanitaires, neuf proches de Yaya Dillo furent extraits du bâtiment, arrêtés, torturés et transférés vers le siège de l'ANSE.

Conjointement, deux éléments armés parmi les hommes du FIR arpentent les escaliers et brisent la porte du bureau de Yaya Dillo à l'aide d'un explosif et injectent un gaz asphyxiant dans la pièce. Quelques minutes après, ils pénètrent au bureau de Yaya Dillo où ils trouvent trois personnes inconscientes du fait des effets du gaz, évacuent le deux proches de Yaya hors du bureau et l'un d'eux tire une balle sur la tempe de Yaya, avant d'être rejoint par un troisième élément pour faire descendre le blessé par l'escalier (son bureau est situé au premier étage de l'immeuble), couvert par son turban et déposé au milieu de la cour.

L'un de ces trois éléments a été identifié par la CEAYD à formellement reconnu sa participation dans les événements, en déclarant n'est pas être responsable de ce tir mortel mais admet avoir aidé les deux autres éléments à descendre le corps de l'étage. Il affirme avoir remis le corps (après son décès) à son chef hiérarchique (Commandant de la FIR) qui suit les événements depuis le siège de l'ANSE à l'aide des drones de la DGRM (Renseignements militaires) et de la **Force française BARKHANE**.

Il a apporté des éléments d'enquête tangibles ayant permis d'élucider sur la responsabilité des uns et des autres, ainsi que l'appui décisif de l'armée française. Le CEAYD a répondu favorablement à sa demande de garantie de sécurité et de son anonymat en échange de sa collaboration à l'enquête.

Aussi, tous les témoignages recueillis affirment que Yaya Dillo est en vie pendant ce temps, et demeura en vie pendant une vingtaine de minutes où il fût déposé au milieu de la cour de l'immeuble sans aucune assistance médicale.

Après son décès, il sera finalement transféré au siège de l'ANSE par les éléments de la FIR et remis en main propre à leur Chef de corps OUSMAN ADAM DICKI (aussi aide de camp titulaire du Chef de l'Etat), en présence du chef de la junte MAHAMAT IDRIS DEBY, son directeur de cabinet IDRIS YOUSSEF BOY, le DG de l'ANSE ISMAIL SOULEYMANE LONY et son adjoint HISSEINE GUEILLE HEMCHI.

III. DES PRESUMES AUTEURS DU CRIME

S'agissant des auteurs de ce crime d'État, le niveau de d'implication varie selon les responsabilités publiques des auteurs militaires et civiles.

III.1 LES PRINCIPAUX COMMANDITAIRES

Les principaux commanditaires du meurtre de Yaya Dillo tels qu'ils sont connu avant sa mort et nommément cité par le défunt lui-même, sont aux nombre de quatre (4) hauts personnalités désignés sous l'appellation du « Quatuor ». Ce quatuor est le principal commanditaire de l'assassinat de Yaya Dillo :

- **Mahamat Idriss Deby Itno (Chef de l'Etat) :** Chef du staff décisionnel du projet d'exécution de Yaya Dillo, en Chef suprême des armées, il a ordonné le déploiement de la garde présidentielle au siège du PSF, tout en octroyant le mandat et les moyens indispensables aux forces armées pour la réussite de leur mission.
- **Idriss Youssouf Boy (Directeur de cabinet civil à la présidence) :** Membre du staff décisionnel du projet d'exécution de Yaya Dillo avant la présidentielle du 06 mai 2024.
- **Ousman Adam DICKI (Aide de camp du Chef de l'Etat, Com FIR / DAR) :** Principal bras armé du staff, Coordonnateur général des forces armées déployées au siège du PSF le 28 février 2024.
- **Ismail Souleymane Lony (DG de l'ANSE) :** Membre du staff décisionnel, Chef d'orchestre de la tentative d'assassinat suivi de l'arrestation d'ABAKAR TORABI, ordonnateur de la fusillade devant le siège de l'ANSE dans la nuit du 27 au 28 février 2024.

III.2 LES AUTEURS MILITAIRES

Parmi les chefs des unités et des grandes formations militaires impliqués pleinement dans cette opération, il y a :

1. **BRAHIM AHMAT GOROU (Directeur général de la Police nationale) :** Non masqué et personnellement présent de midi à 16h, il est responsable de suivi-évaluation de la mission, chef de l'unité blindée de la Police nationale déployées au siège du PSF et ordonnateur de tir à gaz toxique ayant entraîné l'asphyxie de Yaya Dillo en amont de son exécution. Lui et ses gardes personnelles (suréquipées la veille des événements) sont les seuls paramilitaires qui ont accès et accédés à l'intérieur du bâtiment du PSF.
2. **BOKHIT SABOUR DREY (Commandant adjoint DAR) :** Aperçu à plusieurs reprises à l'intérieur du siège, il a accédé au bureau de Yaya Dillo avant son exécution. Il fait partie du groupe qui a transporté Yaya Dillo de son bureau en le déposant dans la cour du bâtiment. Il a transporté son corps dans son véhicule au siège de l'ANSE et l'a remis à son supérieur OUSMAN ADAM DICKI.
3. **ALI AHMAT AKABACHE (Chef d'état-major général 1^{er} adjoint) :** Personnellement présent jusqu'à 16h, il a coordonné les activités militaires au siège du PSF jusqu'à la levée du corps de Yaya Dillo. La veille, il a présidé une réunion d'urgence de sécurité avec l'ensemble des chefs des grandes formations militaires. Certains responsables militaires ont boudés la rencontre quand ils ont compris que l'ordre du jour a trait à l'arrestation ou à l'élimination de Yaya Dillo conformément aux hautes instructions. Lui et ses gardes personnelles qui ont accès à l'intérieur du bâtiment du PSF.
4. **TAHIR ERDA TAIRO (COM/DGSSIE) :** Présent sur les lieux, Chef principal et supérieur hiérarchique direct des troupes du Régiment autonome de la DGSSIE déployés en première ligne au siège du PSF. Certains des éléments de ce Régiment sont les seuls parmi ceux de la DGSSIE, ayant exceptionnellement accès à l'intérieur du siège du PSF.
5. **HISSEINE GUEILLE HEMCHI (Directeur général adjoint de l'ANSE) :** Travaillant au côté de son titulaire, il a approuvé au même titre que son titulaire, et exécuté les décisions du « Quatuor » émanant de leur ressort.

6. **IBRAHIM ADAM DJOUDJOUÏ TERAP (Commandant du Régiment autonome / DGSSIE)** : Aperçu à plusieurs reprises à l'intérieur du siège, il a accédé au bureau de Yaya Dillo avant son exécution. Il fait partie du premier groupe qui a défoncé la porte du bureau de Yaya Dillo au premier niveau du bâtiment.
7. **IBRAHIM SOULEYMANE BACHAR (COM / DGSSIE 1^{er} adjoint)** : Personnellement présent avec ses hommes qui n'ont pas ouvert l'artillerie sur le bâtiment, mais occupèrent le premier périmètre du corridor sécuritaire entourant le siège du PSF. Il est tout de même responsable avec son titulaire de la logistique de la DGSSIE déployée au siège du PSF.
8. **SABOUR HASSAN IREGUE (Commandant DGSAT/PSI)** : Avec une trentaine des véhicules du PSI (blindés et troupes) à sa disposition, il s'est impliqué dans le commandement des opérations sur le terrain.
9. **AHMAT CHOUA ALLAHI : (Commandant GNNT)** : A la tête du Groupement mobile blindé de la Garde nationale et Nomade du Tchad, placé directement sous sa responsabilité, il est impliqué dans la conduite des opérations sur le terrain.

III.3 LES AUTEURS NON MILITAIRES

Parmi les auteurs civils, il y a au premier degré le Président de la Cour suprême **SAMIR ADAM ANNOUR**, le ministre de l'administration du territoire **LIMANE MAHAMAT** et le Président du Conseil constitutionnel **JEAN BERNARD PADARE**. Ces trois personnalités ont mis en place l'architecture institutionnelle de cet assassinat en utilisant la justice comme instrument d'élimination des opposants irréductibles. Ils ont fomenté la destruction du bureau du président de la Cour suprême dans l'objectif de porter en dernier ressort, un chef d'accusation à Yaya Dillo où à son plus proche collaborateur **ABAKAR TORABI**. Ce qui fut exécuté à la lettre dans la nuit du 27 février 2024.



IV. APRES SON DECES

Avant de rendre publique le décès de Yaya Dillo, l'ANSE et le quatuor convoquent une réunion d'urgence de sécurité au Palais présidentiel pour éviter toute représailles immédiate à l'annonce de son décès. Une fois rendu publique, la junte instaure un couvre-feu et étend la coupure d'internet mobile et fixe sur toute l'étendue du territoire pendant quatre jours. Le lendemain, Yaya Dillo fut enterré à la hâte au cimetière de Lamadji et n'aura pas droit à des funérailles. La junte s'inquiète de voir sa place mortifère se transformer en un lieu de résistance et d'émergence des opinions séditeuses, surtout alimentées par des jeunes incontrôlables.

Les militants du PSF arrêtés au siège du parti et les proches parents d'Abakar Torabi eux, arrêtés au siège de l'ANSE furent déportés en hélicoptère de l'armée de l'air, dès le lendemain à la prison de haute sécurité de korotoro, en compagnie d'un bataillon spécial de la FIR, chargé de leur détention. Une fois dans leur lieu de détention, ils seront privés de soin, d'hygiène et d'alimentation saine pendant plusieurs jours.

Face aux condamnations de l'opinion nationale et internationale, la junte à travers son chef de gouvernement, le premier ministre SUCCÈS MASRA promet de s'aligner avec les organisations de défense des droits humains pour mener une enquête de type internationale sur les événements du 27 au 28 février 2024. Depuis, le silence résonne de deux côtés, ni le gouvernement ni l'ONG HUMAN RIGHTS WATCH n'ont communiqué sur la suite à donner à cette promesse d'enquête. Cela a motivé la famille biologique et politique du feu Yaya Dillo à mettre sur pied la CAEYD, en espérant qu'un jour, une juridiction indépendante puisse situer les responsabilités et traduire les coupables devant la rigueur de la loi.



V. DES BLESSES ET PERSONNES DEPORTEES A KOROTORO

Après l'appel lancé par les organisations de défense des droits de l'homme, le régime tchadien par l'entremise de son premier ministre Succès Masra a promis une « enquête se type internationale » sur la mort de Yaya Dillo. Malgré que rien à n'a été faite pour mettre en place cette commission d'enquête, le plus intrigant, c'est le cas de ses 26 prisonniers déportés à la hâte à Korotoro.

V.1 QUI SONT CES 25 PRISONNIERS ?

Si le point d'orgue de leur ressemblance, c'est d'être considéré comme tous des militants du PSF et proches de Yaya Dillo, en réalité il en demeure parmi eux, ceux qui n'ont rien de commun avec la politique. Parmi ces 26 prisonniers âgés de 16 à 48 ans, ils figurent :

- Trois (3) mineurs (lycéens) ;
- Deux (2) personnes asthmatiques ;
- Deux (2) blessés légèrement lors des événements, qui par la suite, ont vu leurs blessures s'infectées par manque de soin adéquat ;
- Deux (2) personnes diabétiques ;
- Et une personne vivant avec des antécédents sanitaires nécessitant une visite médicale trimestrielle.

V.2 LISTE COMPLETE DES DETENUS

1. Mahamat Seby Djerou Betchi, 37 ans, marié
2. Mahamat Abdoulaye Djerou Betchi, 35 ans, marié
3. Abdraman Abdoulaye Djerou Betchi, 24 ans, célibataire
4. Adam Amadi Djerou Betchi, 24 ans, célibataire
5. Saleh Amadi Djerou Betchi, 26 ans, célibataire
6. Bechir Ousman dillo Djerou, 27 ans, célibataire
7. Hassan Ali Saleh Haran, 17 ans, célibataire
8. Ousman Djerni Saleh Haran 16 ans, célibataire
9. Oumar Ibrahim Teoura Haran 19 ans, célibataire
10. Bokhit Abdoulaye Mongoy, 36 ans, marié
11. Ibrahim Mahamat Chérif Tindy, 37 ans, marié
12. Idriss Mahamat Chérif Tindy, 31 ans, marié
13. Abdallah Bouba, 32 ans, marié
14. Saleh Deby Itno, 48 ans, marié
15. Mahamat Issa, 22 ans, célibataire
16. Oumar Adam Charfadin Chougar, 25 ans, célibataire
17. Mahamat Barkay Abdoulaye Nigue, 24 ans, célibataire
18. Baradine Abakar Deribordo, 34 ans, marié
19. Zakaria Haran Abounounou, 23 ans, célibataire
20. Mahamat-Saleh Abdoulaye Ali Koura, 27 ans, marié
21. Bokhit Hissen Dabou, 29 ans, marié
22. Tahir Hamit Ireguè, 35 ans, marié
23. Ahmat Moussa Abakar Oroh, 28 ans, marié
24. Abdoulaye Hamit Bahar, 16 ans, célibataire
25. Abakar Al-Torabi, 39 ans, marié.



V.3 LISTE COMPLETE DES BLESSES

- 1) ABAKAR KERIM BECHER
- 2) ABAKAR TERAP ABNONOU
- 3) ABDRAMAN ALI SALEH
- 4) BOKHIT DONGUI TOM
- 5) HAMIT ABDOULAYE ALI SALEH
- 6) MOUBARACK IDRIS GUERDI
- 7) OUSMAN BICHARA MOURAH
- 8) SADICK BICHARA TARSA
- 9) SADICK DONGUI TOM
- 10) SADICK HAROUN DJOGOYE
- 11) YAYA ESSOU DILLO DJEROU



VI. CONDITION DE DETENTION DES DETENUS

Le régime tchadien exerce une pression constante sur les membres de famille de ces prisonniers et sur l'ensemble des militants du PSF depuis les événements l'assassinat de l'opposant Yaya Dillo Djerou.

VI.1 DES PRISONNIERS PRIVES DES SOINS ET DE TOUT CONTACT AVEC LEURS FAMILLES.

La prison de Korotoro refuse dans la plupart des cas la permission de recevoir la visite d'un médecin ou des membres des familles des détenus. Les prisonniers politiques du PSF n'ont aucun suivi médical dans leur geôle. L'assistance médicale est généralement réduite au strict minimum et il est rendu encore plus compliqué par les multiples mesures de sécurité qui sont imposées plus particulièrement aux prisonniers du PSF.

Même en étant à Korotoro, le régime a séparé les prisonniers politiques du PSF des autres détenues et ils sont surveillés par un bataillon de la garde présidentielle dépêché spécialement pour assurer la sécurité de leur pavillon, pendant que les autres détenus bénéficient des conditions de détention plus favorable.

Depuis la déportation de ces prisonniers, nous n'avons jamais pu les joindre directement. Les rares nouvelles qui nous parviennent sont celles émanant des éléments des forces de sécurité de retour de mission.

VI.1.1 Des cas critiques signalés parmi les détenus

Nous avons reçu des informations fiables que six (6) prisonniers sont tombés malades, et leur situation est particulièrement inquiétante car ils souffrent de maladies graves. Leur incarcération a affecté négativement leur état de santé déjà durement mis à l'épreuve lors de leur arrestation, suivi de leur incarcération dans les locaux de l'Agence nationale de la sécurité (ANS), tristement célèbre pour ses conditions carcérales ne respectant aucune norme internationale.

Une semaine après leur arrivée à Korotoro, un responsable en charge de leur sécurité nous demandait de lui fournir des médicaments, puisque six (6) prisonniers sont souffrants et ils n'existent pas une structure sanitaire adaptée. Nous avons pu fournir quelques-uns des

médicaments demandés et quelques habits aussi aux éléments de sécurité qui devraient rejoindre la prison, le lendemain, pour complément d'effectifs selon eux.

Nous ne sommes pas sûrs, si les prisonniers ont pu recevoir ces médicaments, en plus à quoi servent même pour un patient, des médicaments non prescrit par un médecin, à part un hypothétique soulagement temporaire ?

VI.1.2 Le cas Abakar TORABI

Si nous sommes sûr que les 25 détenus du PSF ont été déporté à la prison de Korotoro, cependant, nous n'avons aucune information où indication sur l'un parmi eux. Il s'agit d'ABAKAR TORABI, le responsable des finances du parti PSF, proche et bras droit du défunt Yaya Dillo, grièvement blessés lors de son arrestation la nuit du 27 février 2024.

TORABI a été présenté dans une séquence vidéo au journal de 20H à la télévision nationale (télé Tchad), au lendemain des événements, en étant couché sur un lit médical avec la jambe entièrement plâtrée, dans un lieu non déterminé. Il apparaît avec des fractures multiples, fatigué et visiblement souffrant. Aucun membres de sa famille, ni aucune personne de sa connaissance n'a eu de ses nouvelles depuis cette séquence vidéo. Nous ne sommes pas en mesure de savoir si son état sanitaire s'est empiré ou même s'il est réellement en vie.

VI.1.3 Atteinte à la dignité humaine des détenus

Cette situation vécu par les détenus du PSF est, dans son ensemble, contraire au droit à la santé et à la dignité humaine, et la conséquence d'une volonté politique du régime d'infliger aux prisonniers politiques du PSF, des souffrances allant bien au-delà de leur arrestation arbitraire, de leur détention illégale et leur déportation à Korotoro en dehors de tout cadre juridique. Ceci dans le but de rendre les contacts avec leurs proches très difficile, voire impossible, et détruire psychologiquement les détenues, se trouvant déjà dans un environnement hostile et les rendre une fois de plus, particulièrement vulnérable.

Loin d'être un argumentaire juridique, il est indéniable pour un État de traiter les personnes détenues de manière conforme à la dignité humaine et de leur garantir un état de santé physique et mentale quelqu'un soit les faits qui leur sont reprochés.

VI.2 PERSECUTION DES FAMILLES DES DETENUES PAR LE REGIME.

Depuis les événements sombres du 27 au 28 février 2024, les familles des détenus politiques du PSF vivent dans la peur. Nous faisons l'objet d'une surveillance constante par des éléments des renseignements. Tous nos gestes et déplacements sont scrutés à la loupe, nos portables surveillés sur la ligne téléphonique directe.

Nous ne pouvons pas pour le moment bénéficier des services d'un avocat, puisque trois des quatre cabinets d'avocats que nous avons contacté ont simplement décliné notre demande, prétextant qu'ils ont reçu des appels d'intimidation par des personnes inconnues après notre départ. Le quatrième cabinet que nous avons contacté a accepté de nous accompagner avant de faire volte-face, sans justification cette fois-ci. Cela décrit un peu le climat que nous vivons au quotidien, marqué par des menaces, des harcèlements tous azimuts, des filatures lors de nos déplacements en ville, des ennuis pour ceux d'entre nous qui ont des activités libérales et des sanctions ou des suspensions de salaire non justifiées pour les fonctionnaires de l'État, etc.

VII. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Ce rapport peut contenir des erreurs sur l'orthographe des noms et des fonctions des personnalités incriminées. Il convient de souligner que le CEAYD s'est appuyé sur le rôle et l'implication de tout un chacun dans ces événements pour situer les responsabilités. De ce qui précède, aucuns responsables nommément cité dans ce rapport ne peut se soustraire de sa responsabilité en évoquant l'orthographe de son nom à l'état civil ou de sa fonction en exercice au moment des faits.



VIII. RECOMMANDATIONS

Nonobstant ce climat délétère, nous n'avons nullement l'intention d'arrêter de demander que justice soit rendue au défunt président Yaya Dillo Djerou et à ses proches mort à ses côtés pour leur opinion, sous les balles assassines des forces d'élites de l'armée. Nous continuerons aussi de demander que la justice soit rendue aux dizaines de nos proches arrêtés arbitrairement et déportés à Korotoro sans base légale. Compte tenu de la sacralité de la vie humaine :

- Nous réitérons notre appel envers les défenseurs des droits humains, aux activistes, et aux organisations de droit de l'homme partout sur la planète à nous aider, à nous accompagner dans cette quête de justice et de vérité pour la mémoire du président Yaya Dillo Djerou, pour ses proches tombés et pour les 26 détenus politiques du PSF ;
- Nous lançons un vibrant appel aux organisations nationales et internationales de défense de droit de l'homme à effectuer une visite aux prisonniers politiques détenus arbitrairement à Korotoro et à leur apporter l'assistance nécessaire pour qu'ils puissent bénéficier des soins de santé ;
- Nous exigeons au gouvernement du Tchad de prendre toute les mesures nécessaires pour respecter ses engagements nationaux et internationaux en matière de protection des droits de l'homme et de la sacralité de la vie humaine.

CONCLUSION

Le Président du Parti Socialiste sans Frontière (PSF), Yaya Dillo Djerou a été assassiné le 28 février 2024 au siège de son parti, situé au quartier klemat, dans le 2^{ème} arrondissement de la capitale tchadienne. Son assassinat est l'aboutissement d'un long plan minutieux élaboré par le « Quatuor » et exécuté par la FIR avec l'appui de l'ANSE et de quelques grandes formations militaires.

Le CEAYD mis en place par la famille biologique et politique du défunt à travailler d'arrache pieds dans un environnement très hostile marqué par des menaces et des intimidations de la junte pour étoffer la manifestation de la justice et de la vérité dans les événements du 27 au 28 février 2024. Malgré de cet état de fait prévisible depuis ces événements, le CEAYD a parvenu à mener ses investigations et produire ce rapport qui retrace d'une part avec exactitude l'avant et l'après ces événements et d'autre part, situe la responsabilité des acteurs impliqués dans ce crime.

ANNEXES

1. PHOTOGRAPHIES (DROITS LIBRES ET RESERVEES)

Illustration 1 : Un militant du PSF arrêté lord du rail contre le siège du Parti PSF le 28-02-2024

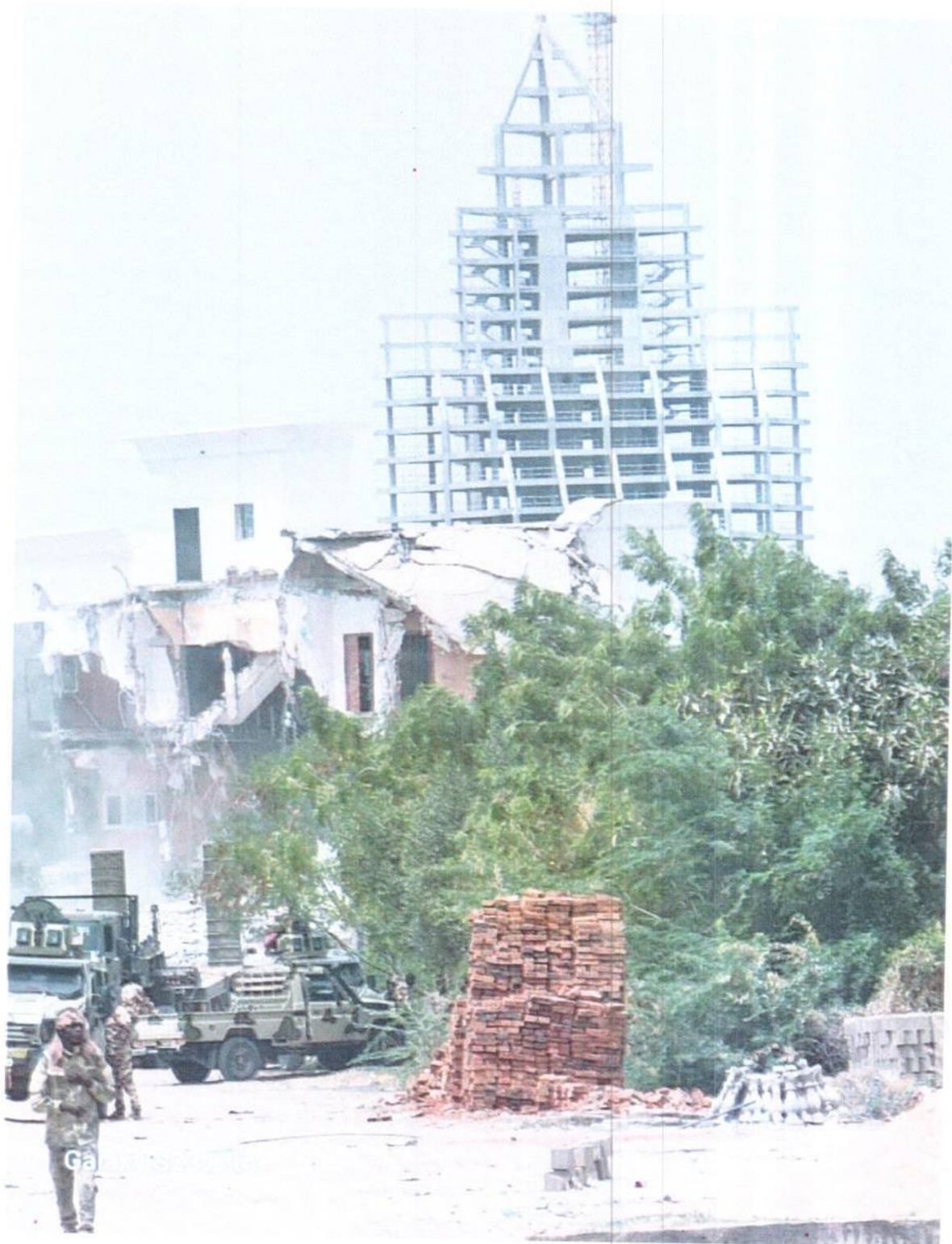


[Signature]

[Signature]

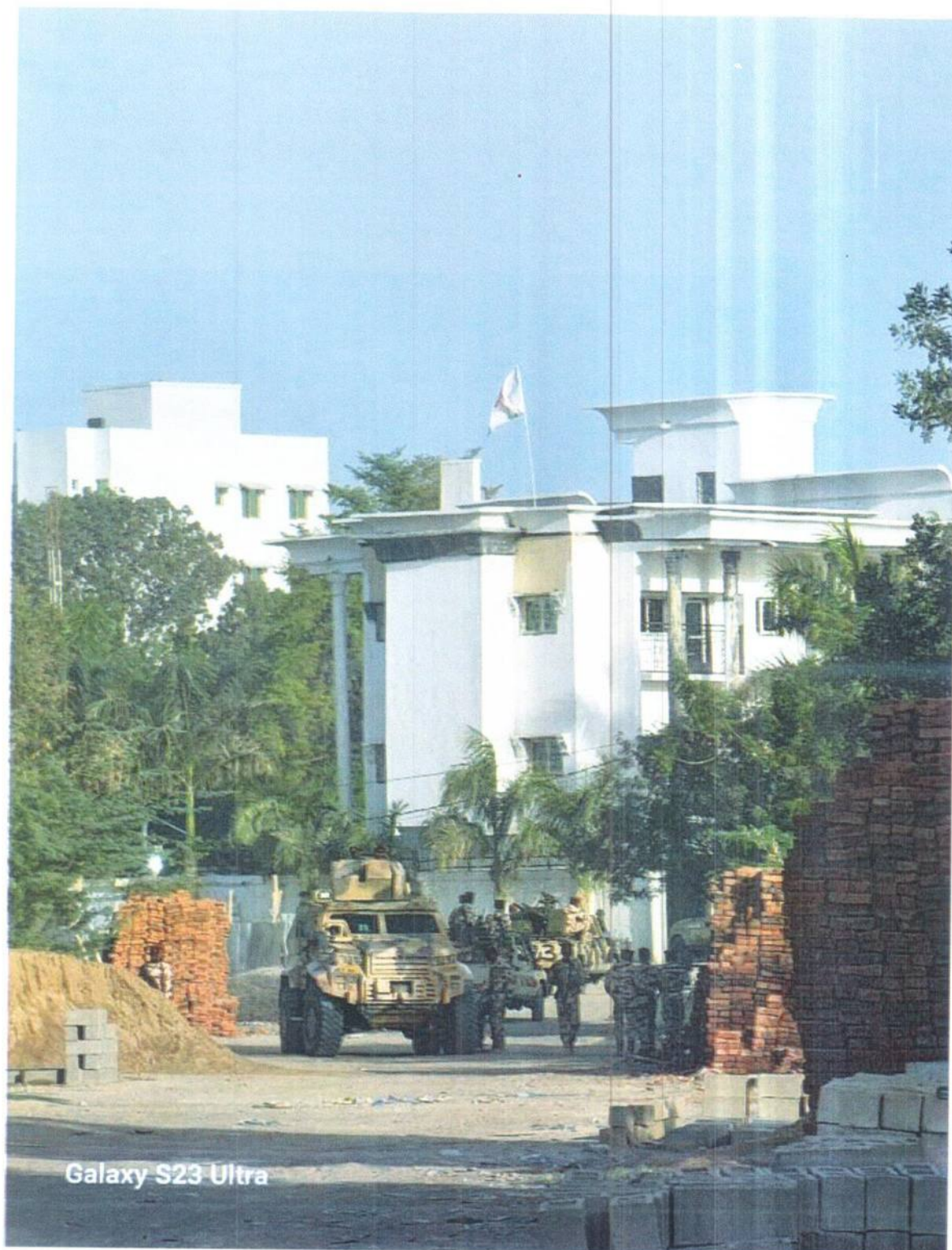
[Signature]

Illustration 2 : Démolition du siège du PSF



[Handwritten signatures]

Illustration 3 : Encerclement du siège du PSF avant l'assaut



[Handwritten signatures]

Illustration 4 : Encerclement du siège du PSF avant l'assaut



Galaxy S23 Ultra

[Handwritten signatures]

Illustration 5 : Des femmes ramassant du gravas sur le site du siège du PSF après sa démolition



Illustration 6 : Des femmes ramassant du gravas sur le site du siège du PSF après sa démolition



[Signature]

[Signature]

Illustration 7 : Le siège du PSF criblé des balles par des mitrailleuses de la FIR



Illustration 8 : Le siège du PSF en démolition par des bulldozers

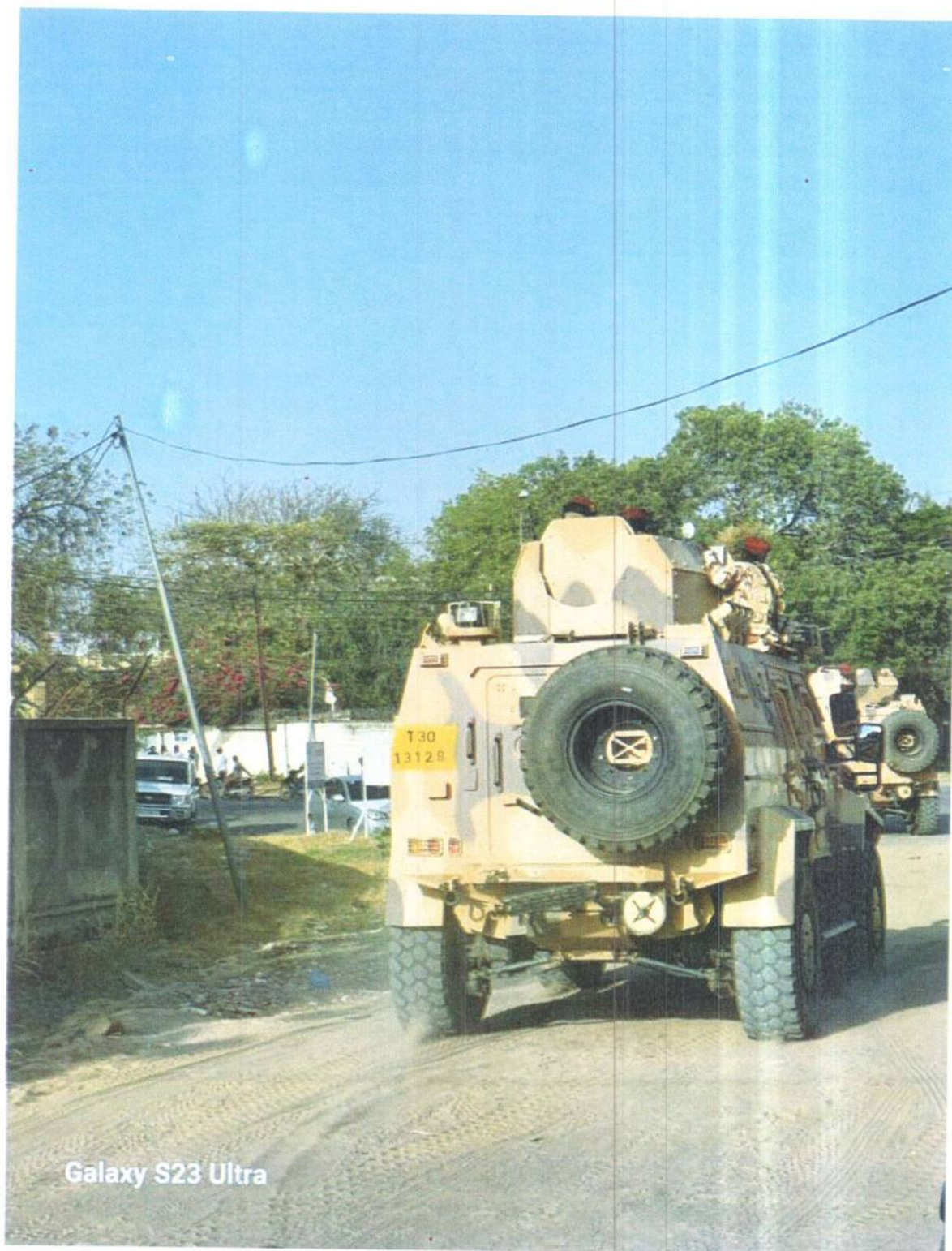


Illustration 9 : Des médias nationaux annonçant la démolition du siège du PSF



[Handwritten signatures]

Illustration 10 : Des hommes armés présents aux environs du siège du PSF



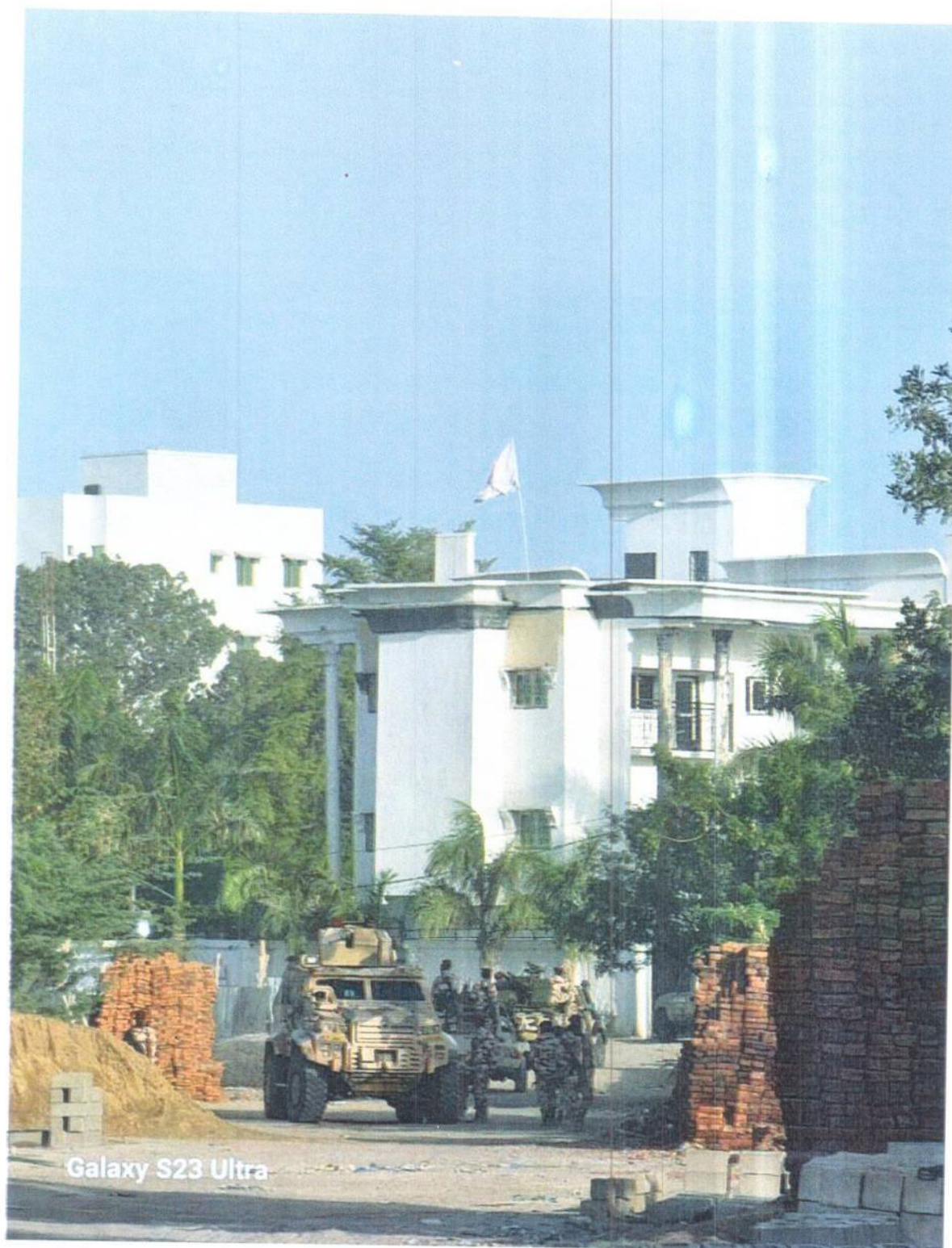
[Handwritten signatures]

Illustration 11 : Des hommes armés de la DGSSIE présents aux environs du siège du PSF



[Handwritten signatures]

Illustration 12 : Le siège du PSF juste avant l'assaut



Galaxy S23 Ultra

[Handwritten signatures]

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITÉ - TRAVAIL - PROGRÈS

جمهورية تشاد

Ministère de la Communication



وزارة الإعلام

وحدة - عمل - تقدم

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°004/RT/MC/2024

بيان صحفي رقم 004 ج ت/و 2024

Le gouvernement tchadien tient à informer l'opinion nationale et internationale qu'une tentative d'assassinat contre le président de la cour suprême a été fomentée par le secrétaire chargé des finances du Parti Socialiste sans Frontières (PSF), ce qui a conduit à son arrestation. Cependant, la situation a pris une tournure dramatique avec une attaque délibérée des complices de cet individu, menée par les éléments du PSF et à leur tête le président de ce mouvement, Yaya Dillo, contre les locaux de l'Agence Nationale de Sécurité de l'Etat (ANSE), occasionnant plusieurs morts. Les forces de l'ordre ont immédiatement réagi avec efficacité pour déjouer cette attaque, caractérisée par un amateurisme déconcertant.

La situation est désormais totalement sous contrôle grâce à l'intervention rapide et efficace des forces de défense et de sécurité. Les auteurs de cet acte ont été arrêtés ou sont recherchés et seront poursuivis conformément à la loi. Le gouvernement tient à rassurer la population tchadienne et l'invite à vaquer normalement à ses occupations.

Il est important de souligner que toute personne cherchant à perturber le processus démocratique en cours dans le pays sera poursuivie et traduite en justice selon les lois en vigueur. Le Tchad reste résolu dans son engagement envers la démocratie et la stabilité nationale.

Un bilan de l'attaque sera communiqué ultérieurement.

Fait à N'Djamena, le 28- février 2024 28 فبراير 2024

Le Ministre de la Communication,

Porte-parole du Gouvernement,

وزير الإعلام الناطق باسم الحكومة

ABDERAMAN KOULAMALLAH

عبد الرحمن غلام الله

تحظر الحكومة التشادية الرأي العام الوطني والدولي بأن محاولة اغتيال رئيس المحكمة العليا تمت بتحريض من السكرتير المالي للحزب الاشتراكي بلا حدود، مما أدى إلى اعتقاله. إلا أن الوضع أخذ منعطفًا تراجيديًا مع هجوم متعدد من قبل المتواطئين مع هذا الشخص، وعلى رأسهم عناصر من الحزب الاشتراكي بقيادة رئيس هذه الحركة، يحي ديلو، ضد مقر وكالة الأمن الوطني للدولة (ANSE) مما أدى إلى وقوع عدة وفيات. وتحركت الشرطة على الفور بشكل فعال لإحباط هذا الهجوم الذي اتسم بالهواة المنير للقلق.

الوضع الآن تحت السيطرة الكاملة بفضل التدخل السريع والفعال لقوات الدفاع والأمن. وتم إلقاء القبض على مرتكبي هذا الفعل أو يجري البحث عنهم وسيتم محاكمتهم وفق القانون. تود الحكومة طمأنة السكان التشاديين وتدعوهم إلى ممارسة أعمالهم بشكل طبيعي.

ومن المهم التأكيد على أن كل من يسعى إلى تعطيل العملية الديمقراطية الحارية في البلاد سيتم ملاحقته قضائياً وتقديمه للمحاكمة وفقاً للقوانين المعمول بها. وتظل تشاد عاقدة العزم على التزامها بالديمقراطية والاستقرار الوطني.

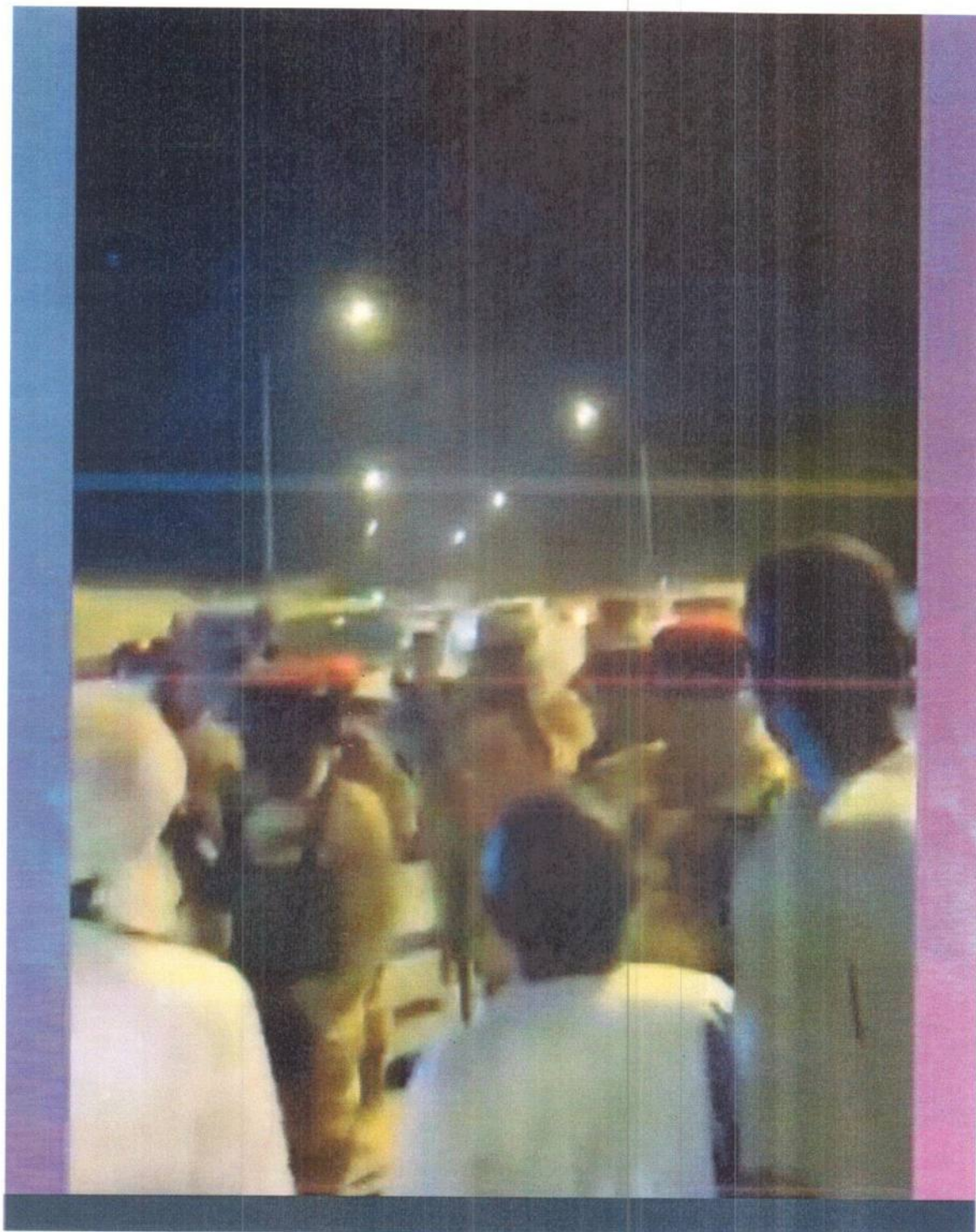
وسيتم نشر تقرير عن الهجوم لاحقاً

Illustration 14 : Impact de la balle ayant emporté la vie de YAYA DILLO



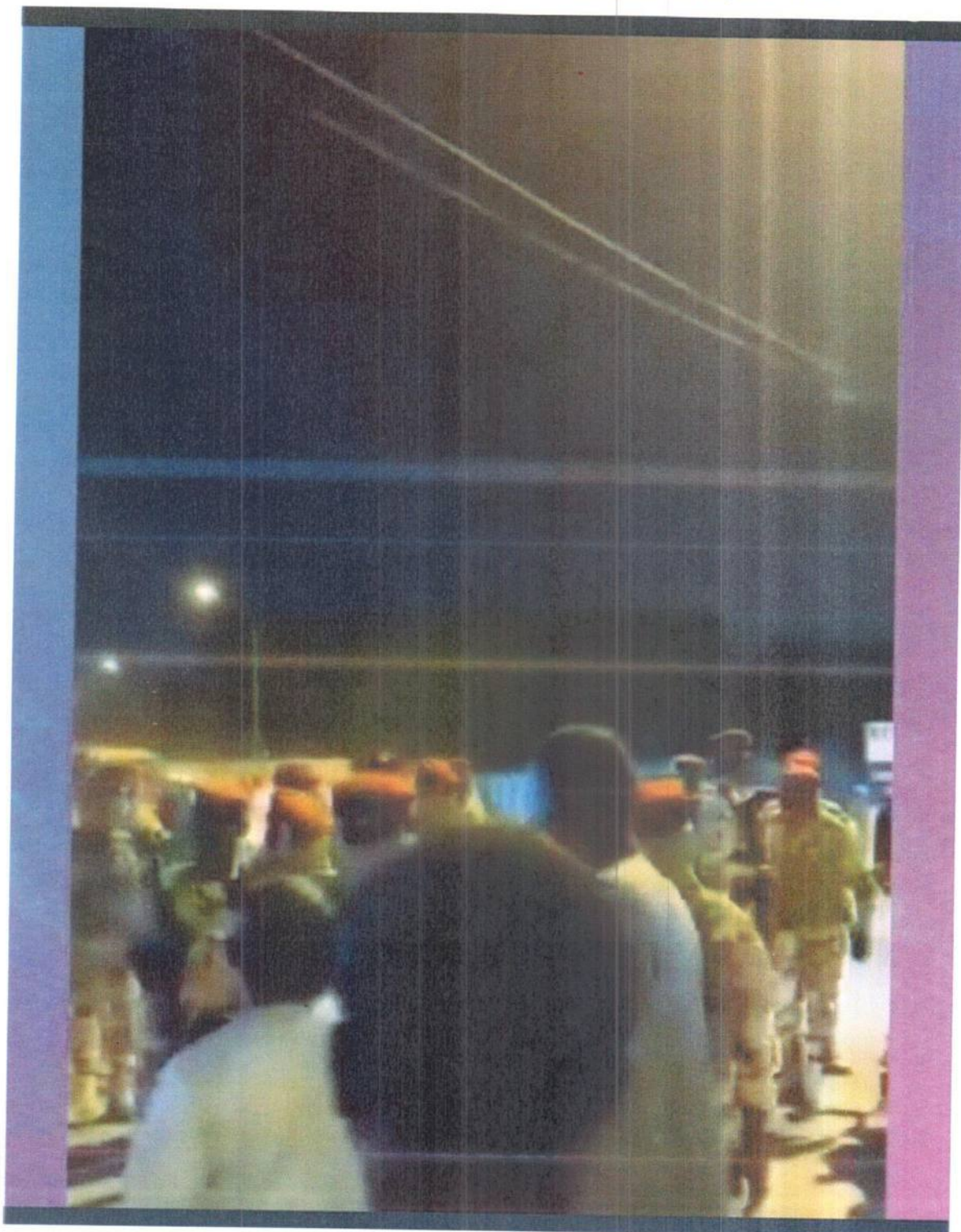
[Handwritten signatures]

Illustration 15 : Des civils non armés devant le siège de l'ANSE



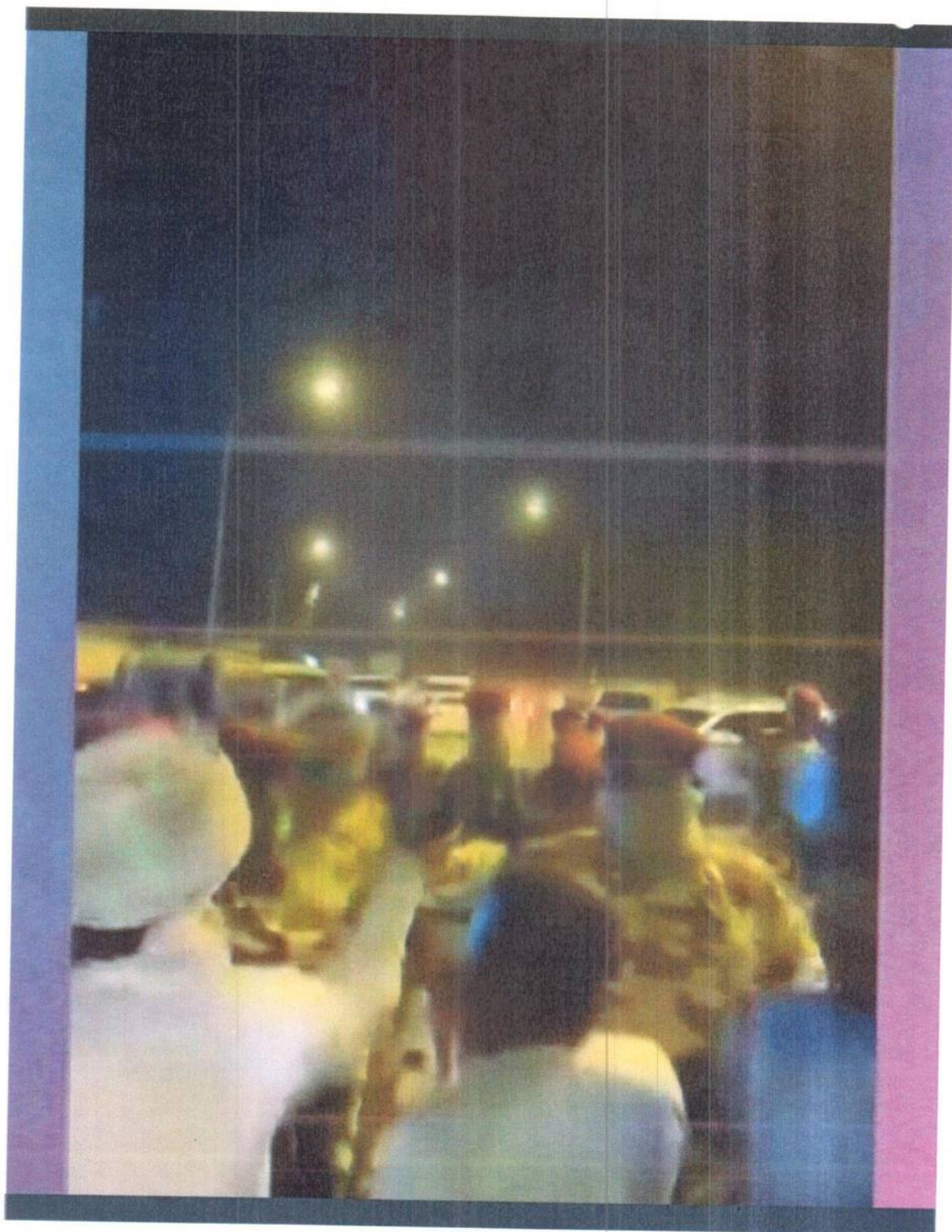
[Handwritten signatures]

Illustration 16 : Des civils non armés (des proches d'ABAKAR TORABI) devant le siège de l'ANSE



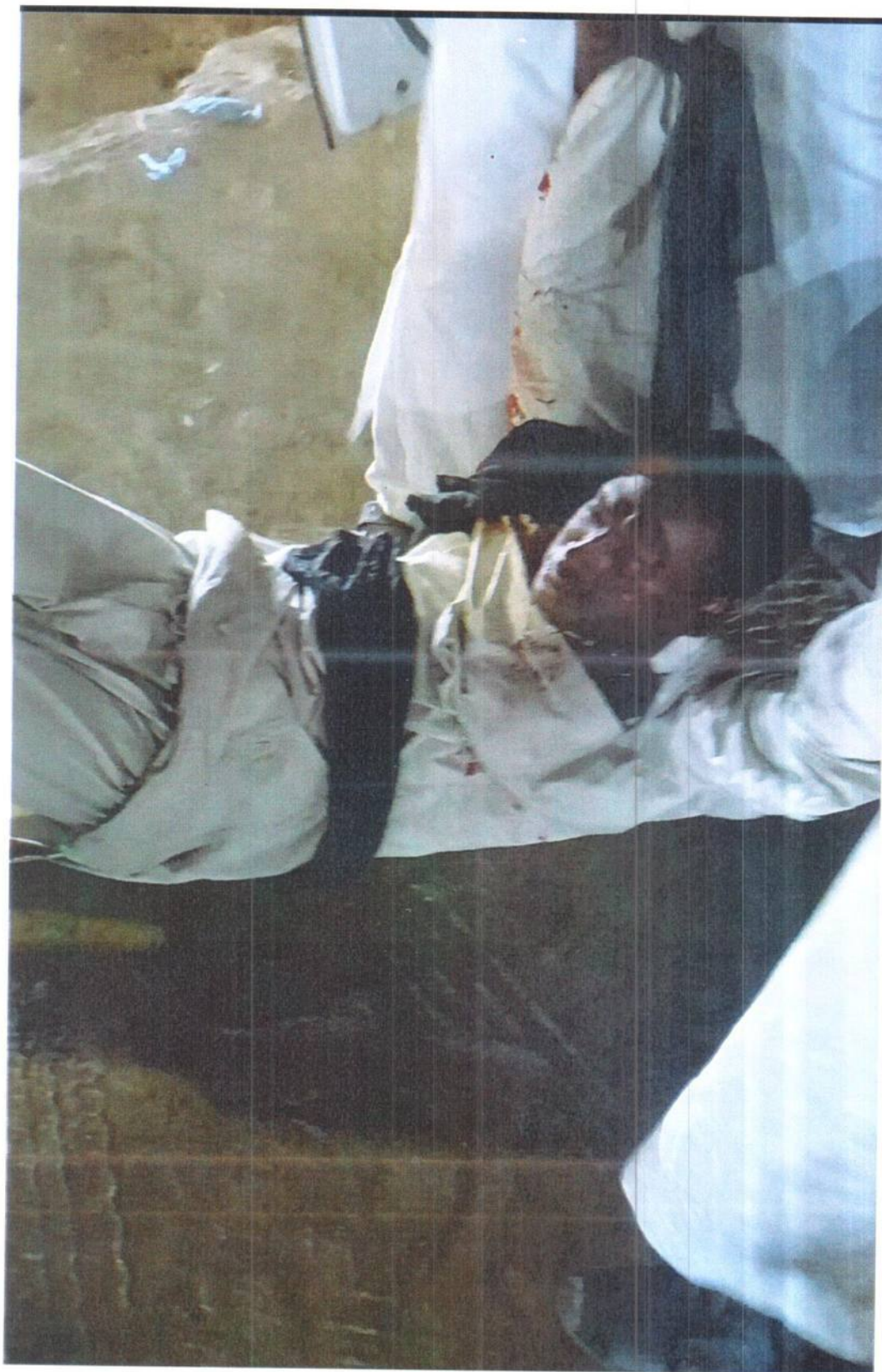
[Handwritten signatures]

Illustration 17 : Des hommes armés demandant aux proches d'ABAKAR TORABI de patienter pour récupérer leur proche au siège de l'ANSE



[Handwritten signatures]

Illustration 18 : Un proche d'ABAKAR TORABI grièvement blessé lors du raid au siège de l'ANSE dans la nuit du 28 février 2024

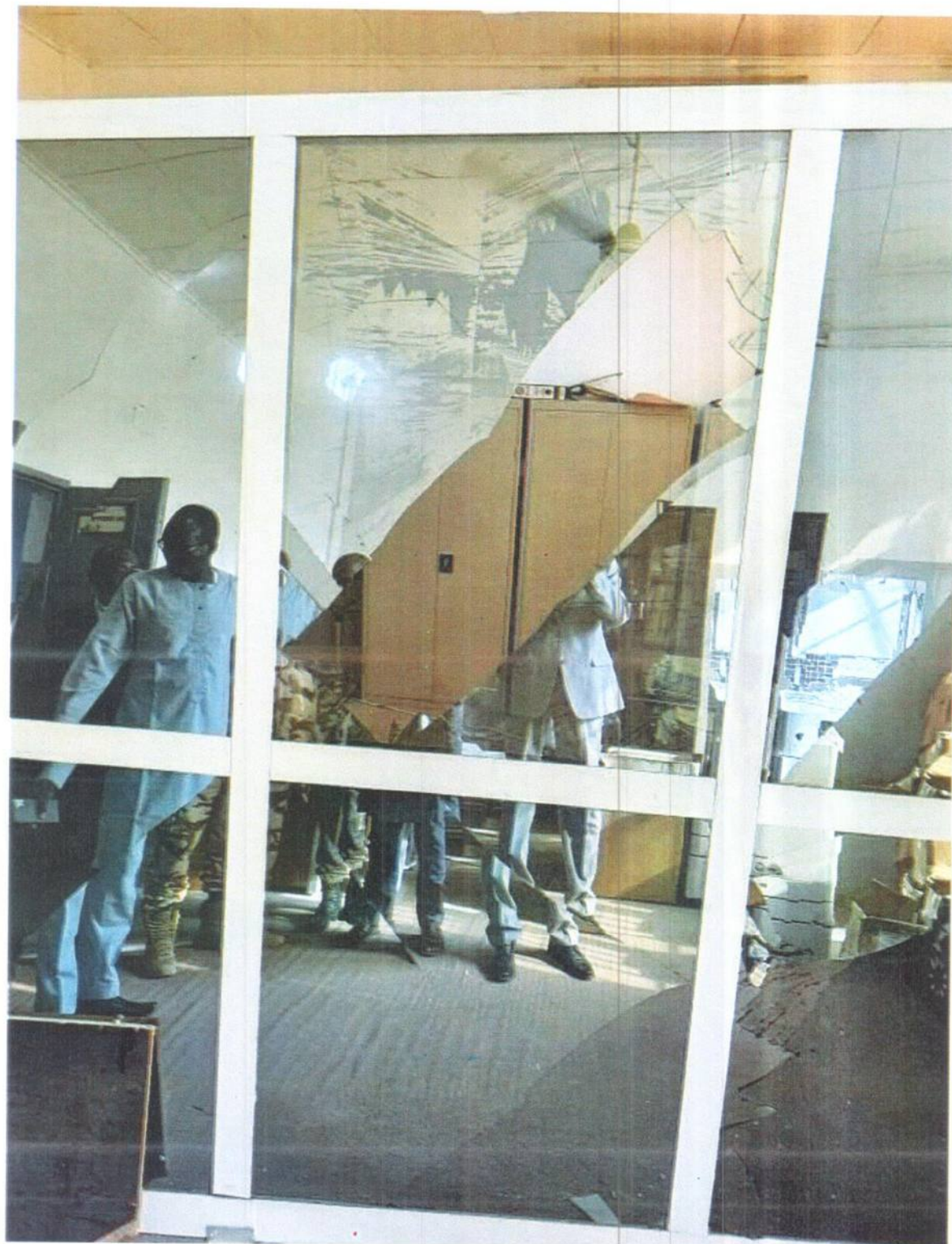


[Handwritten signatures]

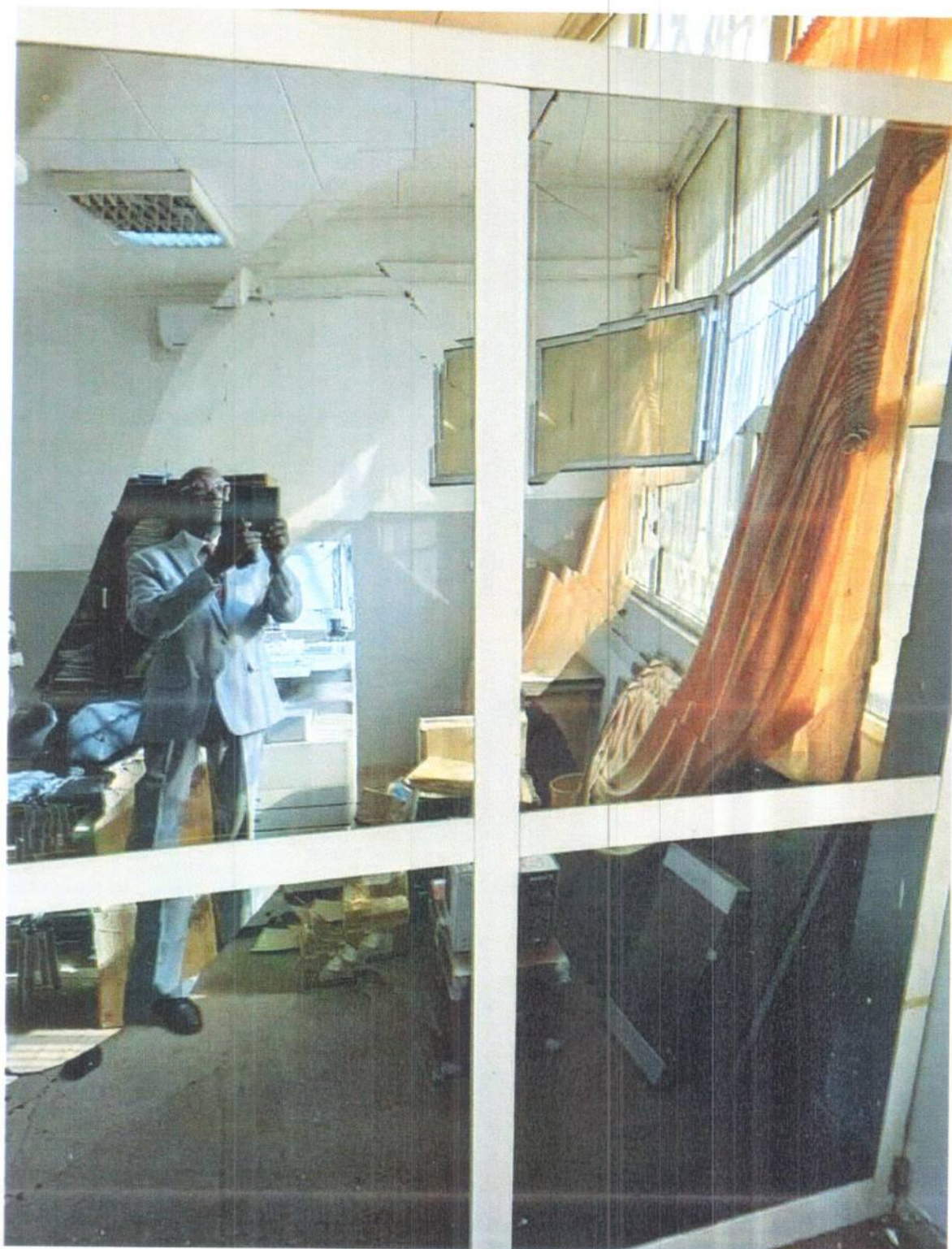


[Handwritten signatures]

Illustration 19 : Saccage du bureau de SAMIR ADAM par lui-même et ses complices



[Handwritten signatures]



Publications

À propos

Plus ▼



Yaya Dillo Djerou Betchi

28 févr. · 🌐



**Un autre 28 février et les
mêmes criminels en
action ! Incroyable !**

👍🙄 1 721

306 commentaires 121 partages



Yaya Dillo Djerou Betchi

28 févr. · 🌐



**Un autre 28 février et les
mêmes criminels en
action ! Incroyable !**

👍🥲 1 721

306 commentaires 121 partages



J'aime



Commenter



Envoyer



Partager



Yaya Dillo Djerou Betchi

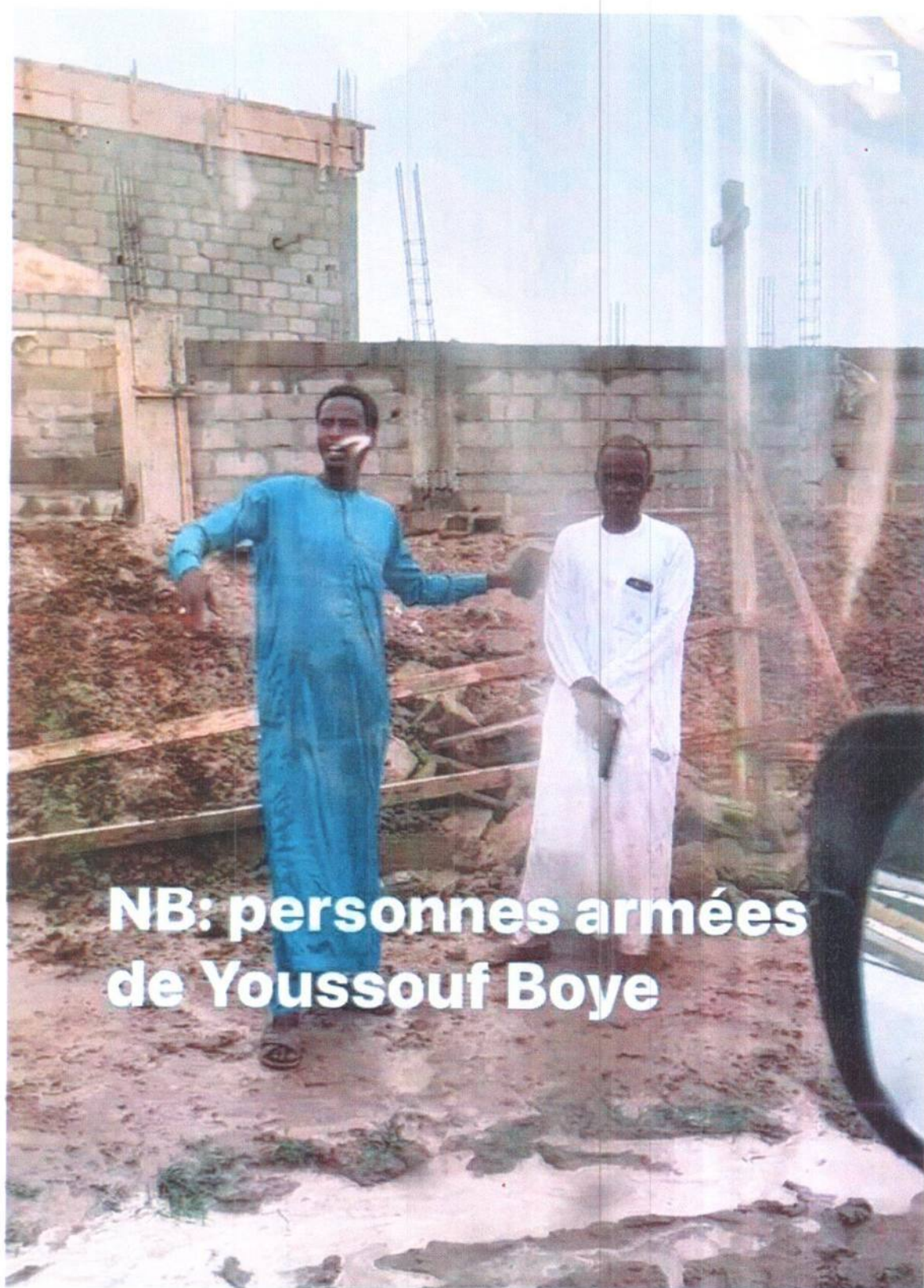
27 févr. · 🌐



Les services des renseignements de la junte vient d'abattre Abakar Torabi, le Secrétaire National Adjoint Chargé des Finances du PSF. La mission assignée aux deux criminels du 20 octobre et nouvellement promus.

Illustration 22 : Tentative d'assassinat de YAYA DILLO par des proches d'IDRISS YOUSSEUF BOY le 23 juin 2023 à Farcha





Alwihda Info ✓

1 juin 2023 · 🌐

● **#Tchad** : imposant déploiement des forces de l'ordre aux abords d'un domicile de Yaya Dillo à N'Djamena. Selon l'équipe du leader du PSF, ce déploiement est lié à "un différend avec Idriss Youssouf Boy autour d'un bien foncier à Farcha."



👍👎👏 727

170 commentaires 43 partages



Solidaire



Commenter



Envoyer



Partager

Illustration 24 : Terrain titré de YAYA DILLO

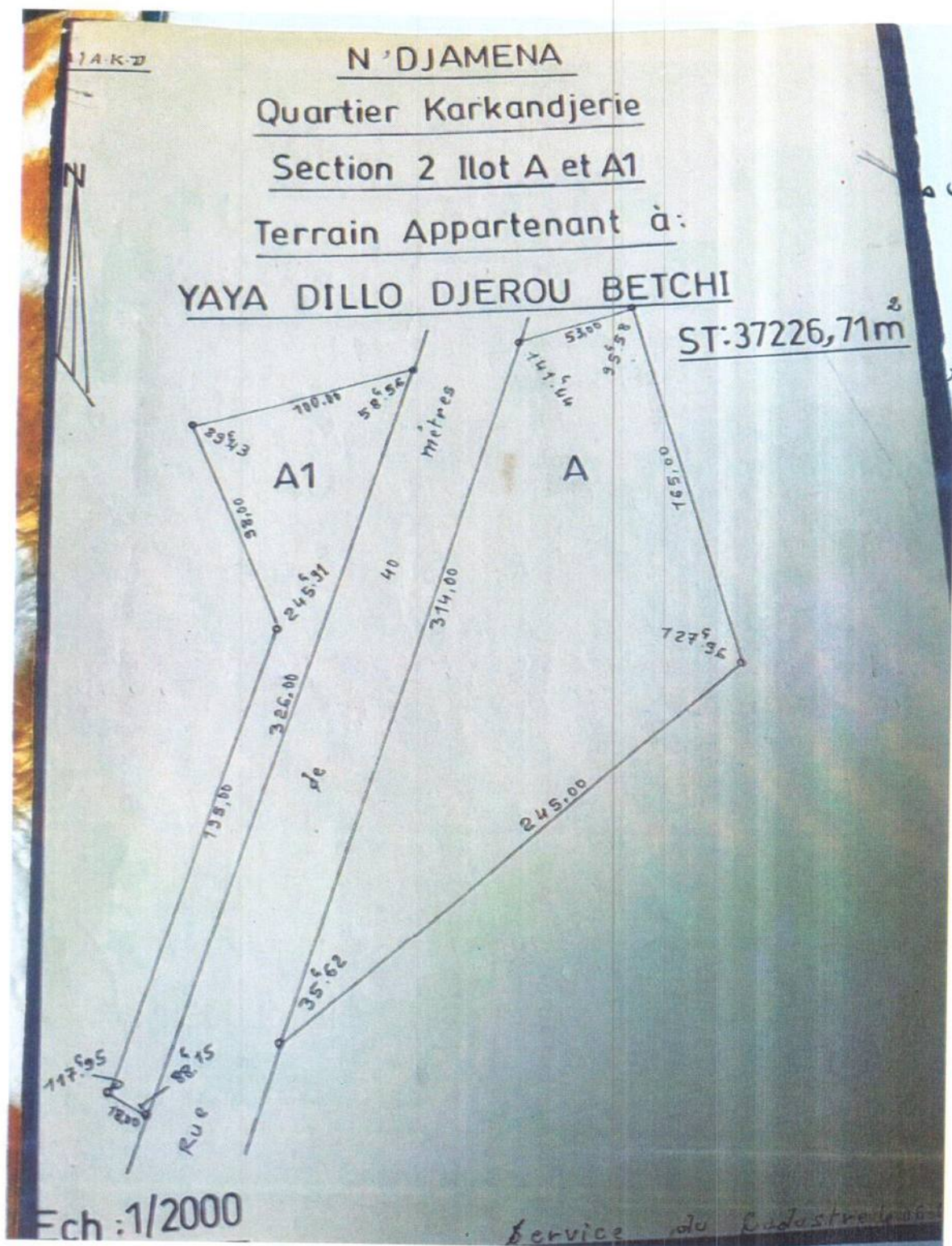


Illustration 25 : Titre de propriété de Yaya Dillo pour son terrain revendiqué par IDRISSE YOUSSEUF BOY

Décret du 1er Août 1967 n° 186/PR

Unité - Travail - Progrès



REPUBLIQUE DU TCHAD

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Copie
de Titre de Propriété⁽¹⁾

Nom de la propriété : " K A N O U A "

Numéro du titre : 3 8 4 3

(1) Chaque immatriculation donne lieu à l'établissement, par le Conservateur de la propriété foncière, d'un titre de propriété en langue française (décret 186/PR du 1er - 8 - 1967 art. 17).

Le propriétaire, à l'exclusion des tous autres, aura droit à une copie exacte et complète de titre de propriété (art. 21)

Le droit réel immobilier n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription à la Conservation de la propriété foncière (id. art. 22 et suivants).

La falsification, contrefaçon ou altération des titres de propriété, des copies délivrées par le Conservateur de la propriété foncière, etc. ; l'usage des documents falsifiés, contrefaits ou altérés, sont punis conformément aux dispositions des articles du Code Pénal.

Les parties doivent, en conséquence, s'abstenir expressément de faire, sur la présente copie, aucune annotation.



PARTI SOCIALISTE SANS FRONTIÈRES (PSF)

Unité- Changement -Justice

Réf : ~~001~~ / PSF / BEN/ PN/SG/ 2024

Communiqué de presse

Le Parti Socialiste sans Frontières (PSF) informe l'opinion public national et international que le 28 février 2024, la Junte au pouvoir après avoir déployé un important dispositif militaire assiégeant le siège du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) sis au quartier Klemat et a ensuite procédé à l'élimination physique de son Président National le camarade Yaya Dillo Djerou Betchi qui constituait l'obstacle majeur à la validation de la succession dynastique programmée.

Comme si cela ne suffisait pas, la junte a procédé à la démolition totale du siège du Parti et à l'arrestation arbitraire des militants dans le but d'empêcher la manifestation de la vérité. Nonobstant ces manœuvres, le Parti Socialiste sans Frontières (PSF) constate que les preuves sont tangibles et que les autorités de la Transition ne peuvent nullement se soustraire de leur responsabilité dans l'assassinat du Président Yaya Dillo Djerou Betchi.

Aussi, le PSF déplore la condamnation timide de la Communauté Internationale même s'il n'est pas surpris car depuis l'avènement de la junte, elle s'est toujours mise du mauvais côté de l'histoire. Plus grave encore, le PSF s'indigne de l'appui inconditionnel du facilitateur Félix Tshisekedi à la junte qui a déjà échoué à réconcilier les frères tchadiens suite aux événements tragiques du 20 octobre 2022.

BP 880 N'Djamena / Tchad Tel : 662114096 ; Siège National : quartier Chagoua non loin de l'Hôpital de l'Union,
site : www.psf-officiel.org E-mail : contact@psf-officiel.org

De tout ce qui précède, le Parti Socialiste sans Frontières (PSF) exige la libération immédiate et sans conditions des militants du PSF arrêtés le 28 février et déportés à Koro Toro sans respect de la procédure judiciaire et de cesser immédiatement la traque et les intimidations à l'encontre des militants. Le PSF demande à la Communauté Internationale, notamment à l'ONU, de lancer le plus rapidement possible l'ouverture d'une enquête véritablement indépendante dont il entend jouer pleinement son rôle.

Le PSF constate par ailleurs avec fierté que les tchadiens se sont massivement indignés face à l'assassinat lâche du Président Yaya Dillo et les invite à pérenniser cette prise de consciences collectives afin de poursuivre l'œuvre entreprise par le camarade Martyr Yaya Dillo Djerou Betchi pour l'instauration de la justice, de la sécurité et de la vraie démocratie au Tchad.

Enfin, le PSF appelle ses militants et militantes à rester tous unis, engagés, dignes et en prière afin de parachever tant qu'héritiers et proches du Président Yaya Dillo Djerou Betchi les nobles idéaux pour lesquelles notre Héros s'est sacrifié et d'être prêt pour les actions à venir.

Fait à N'Djamena, le 09 Mars 2024

Le Secrétaire Général


GAM ROBERT

BP 880 N'Djamena / Tchad Tel : 062114096 ; Siège National : quartier Chagoua non loin de l'Hôpital de l'Union,
site : www.psf-officiel.org E-mail : contact@psf-officiel.org

Illustration 27 : Limane MAHAMAT demande la dissolution du Parti PSF APRES l'assassinat de son leader

REPUBLIQUE DU TCHAD
 MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
 DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION
 SECRETARIAT GENERAL
 DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DU
 TERRITOIRE
 N°009/PT/PM/MATD/SG/DGAT/2024

UNITE TRAVAIL PREPARATION

22

22

N°009/PT/PM/MATD/SG/DGAT/2024

A

Monsieur le Président de la Cour suprême

TchadOne

Objet : Requête en dissolution de Parti Politique

Le processus de retour à l'ordre constitutionnel normal dans notre pays est mis à rude épreuve ces derniers temps par des actes dramatiques de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat et au bon fonctionnement des institutions républicaines. Le dernier avatar est l'attaque délibérée menée par les éléments du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) contre les locaux de l'Agence Nationale de Sécurité de l'Etat (ANSE) qui s'est soldée par plusieurs morts.

En application des dispositions des articles 54 et 59 de la loi N°032/PR/2019 du 22 juillet 2019, portant Charte des Partis Politiques en République du Tchad, un Arrêté N°009/PT/PM/MATD/SG/DGAT/2024 du 29 février 2024, portant suspension des activités du Parti Socialiste sans Frontières (PSF) a été pris à titre conservatoire.

Cependant, au regard des indices graves et concordants tendant à troubler l'ordre public et la sécurité, de nature surtout à porter atteinte à la sûreté de l'Etat et au bon fonctionnement des institutions républicaines, il nous a paru nécessaire de recourir à l'article 61 de la loi N°032/PR/2019 précitée.

En conséquence, je sollicite qu'il plaise à la Cour Suprême de prononcer la dissolution du Parti Socialiste sans Frontières (PSF), enregistré au registre des Partis Politiques que nous tenons sous le Folio N°309 du 16 novembre 2015.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration
 du Territoire et de la Décentralisation

Copie :

- PT/PM(ATCR).

LIMANE MAHAMAT

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE TRANSITION

PRIMATURE

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU
TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE

ARRETE N°009/PT/PM/MAT/SC/DG/AT/2024
Portant suspension des activités du Parti Socialiste
sans Frontières (PSF)

LE MINISTRE D'ETAT,
MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU
TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

Vu la Constitution ;

Vu la loi N°032/PR/2019 du 22 juillet 2019,
portant Charte des partis politiques en République
du Tchad ;

Vu le Décret N°0001/PT/2024 du 1^{er} janvier 2024,
portant nomination d'un Premier Ministre, Chef
du Gouvernement de Transition ;

Vu le Décret N°0002/PT/PM/2024 du 02 janvier
2024, portant nomination des membres du
Gouvernement de transition et le texte modificatif
subsequent ;

Vu le Décret N°0088/PT/PM/2024 du 14 février
2024, portant Structure générale du Gouvernement
et attributions de ses membres ;

Vu le Décret N°0508/PT/PM/MATDBG//2023 du
31 mars 2023, portant Organisation et
Fonctionnement du Ministère de l'Administration
du Territoire, de la Décentralisation et de la Bonne
Gouvernance ;

Vu les nécessités ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les activités du Parti Socialiste sans
Frontières (PSF) enregistrés au registre des partis
politiques sous le folio N°309 du 16 novembre
2018, sont suspendues sur l'ensemble du territoire
national.

2024/009/PT/PM/MAT/SC/DG/AT/2024
N°009/PT/PM/MAT/SC/DG/AT/2024

ان وزير الدولة، وزير ادارة الاراضي
واللامركزية

مساء على الدستور
مساء على القانون رقم 032/ر-ج/2019 الصادر في 22 يوليو
2019 الذي ينص على ميثاق الأحزاب السياسية بجمهورية
تشاد

مساء على المرسوم رقم 0001/ر م /2024 الصادر في الأول من
يناير 2024 بتعيين رئيس الوزراء ورئيس الحكومة الانتقالية؛

مساء على المرسوم رقم 0002/ر م /2024 الصادر في 02 يناير
2024 القاضي بتعيين أعضاء الحكومة الانتقالية والنس
المعدل له والملحق به؛

مساء على المرسوم رقم 0088/ر م /2024 الصادر في 14
فبراير 2024 بشأن الهيكل العام للحكومة وتحديد صلاحيات
أعضائها

مساء على المرسوم رقم 0508/ر م /2023 الصادر
في 31 مارس 2023، القاضي بتنظيم وتسيير وزارة إدارة
الأراضي واللامركزية والحكم الرشيد

نظرا للضرورة

يقدر بما يلي:

المادة الأولى: تم تعليق أنشطة الحزب الاشتراكي بلا حدود للحدود
تسجيل الأحزاب السياسية، صحيفة رقم 309 بتاريخ 16
نوفمبر 2018، في كفة أنحاء تراب الوطني.

Article 1 : Le présent arrêté a pour objet de...

Article 2 : Les Locaux dudit parti politique sont fermés à titre conservatoire en attendant l'issue de la requête en dissolution adressée à la Cour Suprême sur le fondement de l'article 61 de la loi N 032 PR 2019 du 22 juillet 2019, portant Charte des Partis Politiques.

Article 3 : Le Directeur Général de la Police Nationale (DGP/N), le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale (DGC/N), le Commandant de la Garde Nationale et Nomade du Tchad (COMGN/N) et les Gouverneurs des Provinces sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

N'Djamena, le 26 février 2024

TchadOne

[Signature]
LIMANE MAHAMAT

Amplifications	
PM	1
PM	1
Ministre de l'Intérieur	1
Ministre de la Justice	1
Ministre de la République	1
DGP/N, DGC/N, COMGN/N	1
ARS, local NDI	02
A. A. MAH	01

ANNEXES (SUITE)

2. CLES UBS CONTENANT DES FICHIERS MULTIMEDIAS
3. FICHE D'EMARGEMENT JOINT AU PRESENT RAPPORT

[Signature]